

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1999 B 05062

Numéro SIREN : 424 982 650

Nom ou dénomination : SCC FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 19/10/2022 sous le numéro de dépôt 49670

SCC FRANCE

Société par actions simplifiée

96, rue des Trois Fontanot

92000 NANTERRE 92000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2022

SCC FRANCE

Société par actions simplifiée

96, rue des Trois Fontanot

92000 NANTERRE 92000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2022

Aux associés de la société SCC FRANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SCC FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er avril 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note "Faits marquants de l'exercice" de l'annexe des comptes annuels relative aux conclusions du contrôle fiscal et ses conséquences sur les états financiers au 31 mars 2022.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les fonds commerciaux, dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2022 s'établit à 31.534.096 euros, ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les modalités décrites dans la note « Règles et méthodes comptables - Immobilisations incorporelles » de l'annexe.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note « Règles et méthodes comptables - Immobilisations incorporelles » de l'annexe donne une information appropriée.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2022 s'établit à 19.261.004 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Règles et méthodes comptables – Immobilisations financières » de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre

son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 16 septembre 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Mark Bathgate

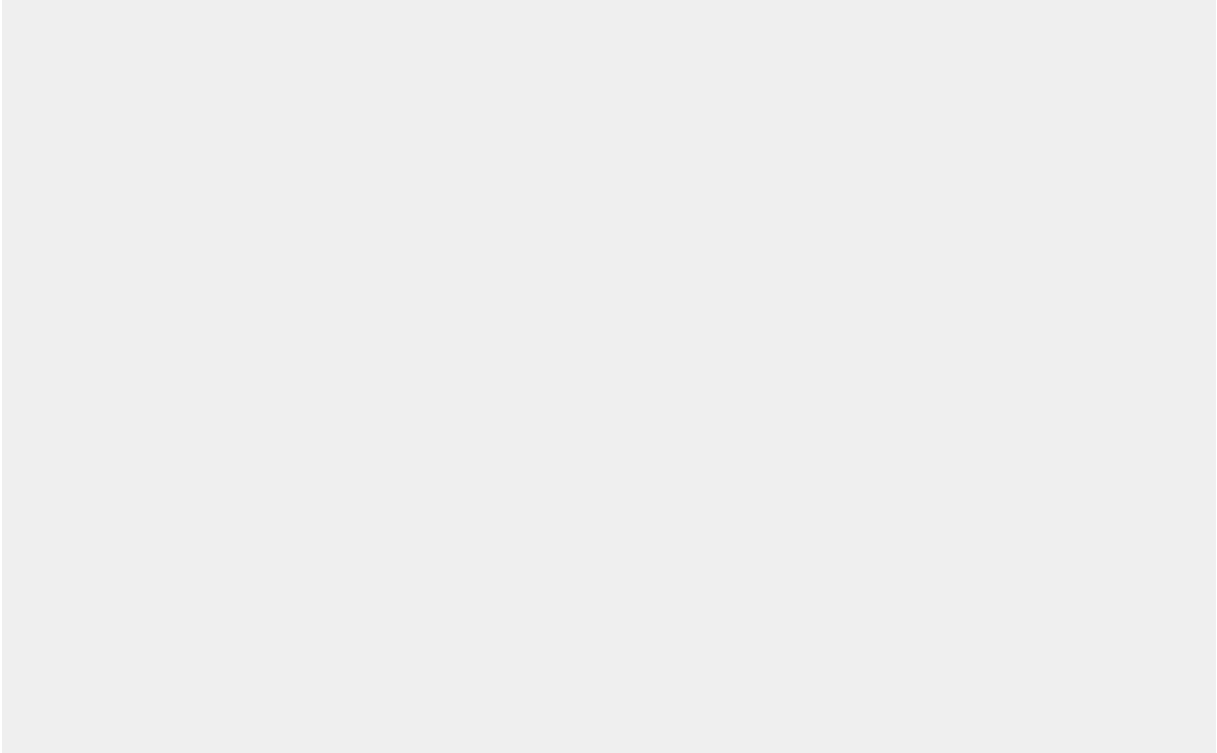
Mark BATHGATE

SCC FRANCE

96 Rue Des Trois Fontanot

92000 NANTERRE

Comptes au 31/03/2022



- SOMMAIRE -

COMPTES ANNUELS

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

ANNEXE

Présentation de la Société	8
Règles et méthodes comptables	9
Immobilisations	14
Eléments du fonds commercial	15
Amortissements	16
Provisions et dépréciations	17
Charges et produits exceptionnels	18
Créances et dettes	19
Eléments sur les postes des entreprises liées	20
Charges à payer	21
Charges et produits constatés d'avance	22
Produits à recevoir	23
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	24
Situation fiscale différée et latente	25
Composition du capital social	26
Variation des capitaux propres	27
Filiales et participations	28
Engagements de crédit-bail	29
Engagements financiers donnés et reçus	30

COMPTES ANNUELS

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/03/2022	31/03/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	9 354 561	6 747 033	2 607 527	2 371 888
Fonds commercial	33 507 248	1 973 152	31 534 096	31 534 096
Autres immobilisations incorporelles				279 496
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	932 428	871 848	60 580	75 389
Autres immobilisations corporelles	19 967 634	16 210 144	3 757 490	4 050 948
Immobilisations en cours	1 201 167		1 201 167	11 674
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	30 181 745	10 920 741	19 261 004	19 261 004
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 405 090	14 677	1 390 413	1 568 110
ACTIF IMMOBILISE	96 549 874	36 737 595	59 812 278	59 152 605
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	49 862 924	1 952 750	47 910 174	33 420 379
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	303 288 808	408 818	302 879 991	198 176 225
Autres créances	117 589 404	1 063 194	116 526 210	89 520 196
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	259 996 010		259 996 010	277 050 974
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	11 321 879		11 321 879	11 906 561
ACTIF CIRCULANT	742 059 025	3 424 762	738 634 263	610 074 335
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	132 125		132 125	28 028
TOTAL GENERAL	838 741 024	40 162 357	798 578 667	669 254 968

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 86 330 560)	86 330 560	86 330 560
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 123	1 123
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	4 562 533	3 814 530
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	10 075 881	7 721 768
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	31 707 523	14 960 075
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	554 116	554 116
CAPITAUX PROPRES	133 231 736	113 382 171
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	3 244 625	1 145 028
Provisions pour charges	8 403 234	7 065 961
PROVISIONS	11 647 859	8 210 989
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	383 664	1 393 339
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	93 593	93 593
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	8 601 853	11 697 752
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	492 025 799	419 148 699
Dettes fiscales et sociales	79 949 344	71 125 154
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	49 214 102	27 328 415
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	23 411 923	16 829 188
DETTES	653 680 276	547 616 139
Ecarts de conversion passif	18 796	45 669
TOTAL GENERAL	798 578 667	669 254 968

Compte de résultat

Comptes au 31/03/2022

Rubriques	France	Exportation	31/03/2022	31/03/2021
Ventes de marchandises	1 810 436 453	19 740 332	1 830 176 784	1 632 042 724
Production vendue de biens				
Production vendue de services	185 439 034	2 222 449	187 661 483	151 019 805
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 995 875 487	21 962 781	2 017 838 268	1 783 062 529
Production stockée				
Production immobilisée			797 150	372 607
Subventions d'exploitation			537 830	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			735 804	2 520 165
Autres produits			360 781	484 046
PRODUITS D'EXPLOITATION			2 020 269 833	1 786 439 347
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 678 886 935	1 456 454 399
Variation de stock (marchandises)			-15 018 811	-10 065 287
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			141 070 369	150 758 398
Impôts, taxes et versements assimilés			7 888 871	9 887 466
Salaires et traitements			103 707 848	101 830 214
Charges sociales			47 084 174	44 686 090
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 194 641	2 636 891
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			611 920	65 245
Dotations aux provisions			3 320 773	1 886 587
Autres charges			287 221	3 166 645
CHARGES D'EXPLOITATION			1 970 033 940	1 761 306 648
RESULTAT D'EXPLOITATION			50 235 893	25 132 699
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			3 705 934	2 230 108
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			14 051	28 050
Autres intérêts et produits assimilés			48 314	56 648
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			28 028	99 399
Différences positives de change			301 948	581 325
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			4 098 275	2 995 530
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			436 802	28 028
Intérêts et charges assimilées			550 837	123 038
Différences négatives de change			405 994	481 429
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 393 634	632 496
RESULTAT FINANCIER			2 704 641	2 363 034
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			52 940 533	27 495 733

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	30 002	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	634	4 204
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	16 497	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	47 133	4 204
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	105 835	180 066
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	11 671	22 966
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		184 617
CHARGES EXCEPTIONNELLES	117 506	387 648
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-70 373	-383 445
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	7 111 308	3 378 541
Impôts sur les bénéfices	14 051 330	8 773 673
TOTAL DES PRODUITS	2 024 415 241	1 789 439 081
TOTAL DES CHARGES	1 992 707 718	1 774 479 006
BENEFICE OU PERTE	31 707 523	14 960 075

ANNEXE

La société SCC FRANCE est détenue à 99,99% par Rigby Group SAS.

Ses principales activités sont la distribution de produits informatiques et la réalisation de prestations informatiques.

IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANT LES COMPTES

Les comptes de notre Société sont consolidés par la société britannique « Rigby Group », Warwick road, Birmingham.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, l'administration fiscale a engagé un contrôle sur les exercices clos en 2018, 2019 et 2020 dont l'essentiel des conclusions, en date du 30 juin 2022, ont été rejetées par notre société. Dans l'attente de la finalisation des échanges avec l'administration fiscale, aucune provision n'a été reconnue dans les comptes du 31 mars 2022.

ELEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun fait majeur n'est survenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

CHANGEMENT DE REGLEMENTATION COMPTABLE

Aucune modification substantielle des règles comptables n'est à mentionner.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation ou de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Tous les chiffres présentés dans les comptes annuels sont exprimés en euros, sauf indication contraire.

ENTREPRISES LIEES

L'ensemble des transactions significatives réalisées avec des parties liées a été conclu à des conditions normales de marché selon les critères rappelés ci-après.

Une transaction est significative si son omission ou son inexactitude est susceptible d'influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs se fondant sur les comptes. Le caractère significatif doit s'apprécier en fonction du montant de la transaction et/ou de la nature de la transaction. Les conditions peuvent être considérées comme « normales » lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par la société dans les rapports avec les tiers, de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions en usage dans les sociétés du même secteur.

Les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022 ont été élaborés et présentés conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général, correspondant au règlement ANC n°2014-03, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La société applique le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016. Ce règlement modifie le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général sur : la définition du fonds commercial, l'évaluation des actifs corporels, incorporels et du fonds commercial postérieurement à leur date d'entrée, le mali technique de fusion, les informations à mentionner dans l'annexe des comptes annuels.

Le règlement ANC 2015-06 prévoit : a) une présomption de non-amortissement des fonds commerciaux qui sont liés à l'activité de l'entreprise dans son ensemble. En contrepartie, ces fonds commerciaux font l'objet d'un test de dépréciation à chaque clôture de l'exercice b) un amortissement des fonds sur leur durée d'utilisation en cas d'existence d'une limite prévisible à l'exploitation de ces fonds commerciaux.

Dans le cadre de l'application de ce règlement, la société réalise annuellement, à la clôture, un test de dépréciation. Au 31 mars 2022, ce test n'a conduit à la comptabilisation d'aucune dépréciation.

Le détail du poste « fonds commercial » est décrit sur un tableau annexe.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'entrée dans le patrimoine.

Le poste « concessions, brevets et droits » inclut pour l'essentiel des logiciels, amortis entre 1 et 3 ans.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements comptables des immobilisations ont été calculés sur la durée normale d'utilisation des biens et selon le mode linéaire.

Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

Constructions	25-40 ans
Installations techniques, mat., outillage	5-10 ans
Install. générales agencés, aménagements	5-10 ans
Matériel de transport	5-7 ans

Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	5-10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur nette des titres de participation est déterminée au regard de leur valeur d'utilité pour la Société. Une provision pour risques de 290 000€ couvrant la situation nette négative de LNA a été comptabilisée au cours de l'exercice.

Les frais d'acquisition des titres sont inclus dans le coût d'acquisition et font l'objet d'un amortissement dérogatoire.

Les autres immobilisations financières sont composées de :

- 854 468 € de dépôts et cautions de baux immobiliers
- 427 311 € de dépôt de garantie pour couverture de change
- 123 311 € du solde de dépôt du contrat de Crédit-bail du bâtiment logistique de Lieusaint (77)

STOCKS

Les stocks sont valorisés sur la base du coût unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

La provision pour dépréciation des stocks est déterminée en fonction de l'obsolescence des matériels :

60 à 90 jours	5 %
91 à 180 jours	20 %
181 à 210 jours	40 %
211 à 365 jours	90 %
Plus de 365 jours	100 %

Les stocks incluent également les pièces détachées nécessaires à l'activité de maintenance.

La provision pour dépréciation de ces pièces est déterminée en fonction de leur obsolescence :

- Pièces neuves : si la quantité en stock est inférieure au volume consommé, une provision de 10% est constatée sur les stocks de 3 à 6 mois puis de 20% au-delà ; si la quantité en stock est supérieure au volume consommé les 12 derniers mois, une provision de 2,78% est constatée chaque mois à compter du 4^{ème} mois de détention. Au-delà de 40 mois, le taux atteint 100%.
- Pièces défectueuses : dépréciation de 30%
- Pièces en transit d'un dépôt à l'autre : dépréciation de 10%

CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances clients et comptes rattachés sont constatées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est comptabilisée sur la base de l'ancienneté des créances échues ou au vu d'un élément objectif indiquant que la Société ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus conformément aux conditions d'origine des créances clients et comptes rattachés.

Les créances et dettes libellées en devises sont valorisées au cours de clôture et les pertes latentes font l'objet d'une éventuelle provision pour risques et charges.

Il n'y a pas d'effets de commerce inclus dans les créances au 31 mars 2022.

DISPONIBILITES

Les disponibilités représentent les liquidités disponibles en banque, ainsi que les sommes relatives au programme d'affacturage de créances.

Dans le cadre du contrat d'affacturage en cours avec HSBC Factoring France, notre entreprise lui cède définitivement ses créances, tout en en conservant leur gestion quotidienne.

Dans la clôture du 31 mars 2022, l'impact du contrat dans les comptes est le suivant :

- 21 553 777€ en plus du poste « autres créances »
- 130 006 294 € en plus du poste « disponibilités »
- 151 560 071€ en moins du poste « clients et comptes rattachés »

Au 31 mars 2021, l'impact était le suivant :

- 11 257 353€ en plus du poste « autres créances »
- 120 152 183€ en plus du poste « disponibilités »
- 131 409 536€ en moins du poste « clients et comptes rattachés »

Par ailleurs, le poste « disponibilités » inclut au 31 mars 2022 un montant de 6 500 000€, placé en compte à terme, garanti en faveur de HSBC Factoring France.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées, conformément au règlement CRC 2000-06, lorsque la Société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers, sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Sur les 65 000€ de reprise sur provisions pour litiges, aucune somme n'a fait l'objet de paiement.

Les reprises de provisions pour perte de change (28 028€) et les reprises d'autres provisions pour risques et charges (213 000€) ont intégralement fait l'objet de paiement. Des provisions pour litiges prud'homaux et pour pertes à terminaison ont été dotées à hauteur respectivement de 1 173 500€ et 810 000€.

Une provision pour risque lié à la situation nette négative de la société LNA a été dotée pour un montant de 290 000€ (voir paragraphe Immobilisations financières).

PROVISION POUR RETRAITE

Conformément à la législation et à la convention collective, l'entreprise verse à ses salariés des indemnités de fin de carrière au moment de leur départ à la retraite.

Cette obligation constitue un engagement pour l'entreprise. Cet engagement fait l'objet d'une évaluation et d'un provisionnement en application de la méthode présentée dans l'annexe 1 de la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013. Les écarts actuariels sont reconnus selon la méthode du corridor.

Le financement de cet engagement n'est pas externalisé.

L'entreprise n'offre pas d'autre régime de retraite à prestation définie à ses salariés.

A compter de la clôture du 31 mars 2017, la Société applique la méthode du corridor qui permet de présenter les effets des variations des hypothèses actuarielles (taux d'actualisation, rotation du personnel, etc.) en engagement hors bilan et ainsi clarifier la lecture du bilan et du compte de résultat.

Elle a revu les hypothèses et calculs actuariels au 31 mars 2022 qui font ressortir une nouvelle évaluation de l'engagement, à 16 954 322€.

Rapprochement entre le montant comptabilisé au passif et l'engagement au titre des prestations définies

	31 mars 2022
Engagement	16 954 322
Ecart actuariels restant à amortir	(8 551 088)
Provision	8 403 234

Aucun évènement particulier n'a eu d'impact significatif sur l'engagement au cours des deux derniers exercices.

Variation de la provision

Provision au 31/03/2021	7 065 961
Transfert de provision	0
Coûts des services	1 072 341
Coût de l'actualisation	118 955
Amortissement (effet corridor)	843 514
Prestations versées	(697 537)
Provision au 31/03/2022	8 403 234

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour valoriser l'engagement sont les suivantes :

	31 mars 2022
Taux d'actualisation	1,5%
Taux d'augmentation des salaires	Décroissant par âge, compris entre 6% et 0,5%
Taux de sortie des effectifs	Décroissant par âge, compris entre 20% et 0%

EFFECTIFS

L'effectif moyen de l'entreprise est de 2 309 salariés.

FORMATION DES SALARIES

Chaque salarié possède un compte personnel de formation (CPF), géré par la Caisse des Dépôts et des consignations. Il est financé au travers de cotisations de formation professionnelle.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Les revenus liés à la vente de marchandises sont reconnus lors du transfert de propriété en prenant en compte les « incoterms ».

Ceux liés à l'activité de services sont enregistrés lorsque le service est rendu, au prorata de l'éventuel taux d'avancement pour les prestations en cours de réalisation.

IMPOT SUR LES SOCIETES

La Société est fiscalement intégrée à un Groupe dont la tête de file est Rigby Group SAS.

En cas de bénéfice, la Convention d'intégration fiscale prévoit la comptabilisation d'une charge équivalente à celle qui aurait été supportée en l'absence d'intégration fiscale.

En cas de perte fiscale, la Société se trouve dans la même situation que si elle était restée hors du périmètre d'intégration.

REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

La rémunération des mandataires sociaux n'est pas communiquée car cela reviendrait à divulguer une rémunération individuelle.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	41 990 703		1 150 602
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	932 484		
Installations générales, agenc., aménag.	12 334 418		385 826
Matériel de transport	23 814		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 908 196		597 257
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	11 674		1 189 493
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 210 587		2 172 577
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	30 181 745		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 568 110		1 917 108
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	31 749 855		1 917 108
TOTAL GENERAL	93 951 145		5 240 286

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	279 496		42 861 809	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.		56	932 428	
Installations générales, agencements divers		195 299	12 524 946	
Matériel de transport			23 814	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		86 579	7 418 874	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			1 201 167	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		281 934	22 101 229	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			30 181 745	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		2 080 127	1 405 090	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		2 080 127	31 586 836	
TOTAL GENERAL	279 496	2 362 061	96 549 874	

Eléments	Valeurs nettes	Durée amortissement
Fonds EBC (Juin 2003)	16 500	ans
Fonds ARES (Juillet 2008)	895 095	ans
Fonds DCV (Mars 2011) (valeur brute 1 973 152€ provisionné en totalité)		ans
Mali de fusion SELECTIS (Mars 2011)	124 205	ans
Mali de fusion CS (2009)	11 937 000	ans
Mali de fusion SERVICES (2014)	7 076 194	ans
Fonds reçus de la fusion de SCC SERVICES	11 485 102	ans
		ans
TOTAL	31 534 096	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	5 832 071	914 963		6 747 033
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 832 071	914 963		6 747 033
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	857 096	14 808	56	871 848
Installations générales, agenc. et aménag. divers	9 517 892	504 331	185 348	9 836 875
Matériel de transport	23 814			23 814
Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 673 775	760 540	84 860	6 349 455
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 072 577	1 279 679	270 264	17 081 992
TOTAL GENERAL	21 904 647	2 194 641	270 264	23 829 025

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	554 116			554 116
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	554 116			554 116
Provisions pour litiges	904 000	1 173 500	65 000	2 012 500
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	28 028	132 125	28 028	132 125
Provisions pour pensions, obligations similaires	7 065 961	1 337 273		8 403 234
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	213 000	1 100 000	213 000	1 100 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	8 210 989	3 742 898	306 028	11 647 859
Dépréciations immobilisations incorporelles	1 973 152			1 973 152
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	10 920 741			10 920 741
Dépréciations autres immobilis. financières		14 677		14 677
Dépréciations stocks et en cours	1 423 734	611 920	82 904	1 952 750
Dépréciations comptes clients	521 818		113 000	408 818
Autres dépréciations	1 079 691		16 497	1 063 194
DEPRECIATIONS	15 919 136	626 597	212 401	16 333 332
TOTAL GENERAL	24 684 241	4 369 495	518 429	28 535 307
Dotations et reprises d'exploitation		3 932 693	473 904	
Dotations et reprises financières		436 802	28 028	
Dotations et reprises exceptionnelles			16 497	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Prix de cession d'immobilisations	634	775100
Dommages et intérêts reçus	30 002	771420
Reprise de provision créance Maroc	16 497	787610
TOTAL	47 133	

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 405 090	1 405 090	
Clients douteux ou litigieux	2 305	2 305	
Autres créances clients	303 286 503	303 286 503	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	128 780	128 780	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	107 199	107 199	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	36 265 125	36 265 125	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	47 873 868	47 873 868	
Débiteurs divers	33 214 432	33 214 432	
Charges constatées d'avance	11 321 879	11 321 879	
TOTAL GENERAL	433 605 182	433 605 182	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	383 664	383 664		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	93 593	93 593		
Fournisseurs et comptes rattachés	492 025 799	492 025 799		
Personnel et comptes rattachés	24 159 660	24 159 660		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	19 058 758	19 058 758		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	34 486 101	34 486 101		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	2 244 824	2 244 824		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	3 653 556	3 653 556		
Autres dettes	45 560 546	45 560 546		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	23 411 923	23 411 923		
TOTAL GENERAL	645 078 423	645 078 423		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 084 464			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations		30 181 745
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	522 608	5 638 732
Autres créances	47 873 868	
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 377 716	2 097 740
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	544 869	3 108 687
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations	228 904	3 477 030
Autres produits financiers		
Charges financières		18 313

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
168840	INTERETS COURUS ETABLISSE CREDIT		3 028,00	-3 028,00
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES			3 028,00	-3 028,00
DETTE FOURNISSEURS CPTE RATTACH				
408110	FOURNISSEUR FACT NON PARVENUES	154 556 013,44	127 718 598,04	26 837 415,40
408150	FACTURES A RECEVOIR AUTRES FRAIS GE	5 132 020,89	3 411 091,57	1 720 929,32
408160	FAR MATERIEL/ACHATS DIRECTS	38 250 901,83	38 132 570,50	118 331,33
408190	FAR GROUPE	1 619 729,42	1 837 097,60	-217 368,18
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTE RATTACH		199 558 665,58	171 099 357,71	28 459 307,87
AUTRES DETTES				
419800	AVOIRS A ETABLIR CLIENTS	16 013 259,00	11 101 748,00	4 911 511,00
TOTAL AUTRES DETTES		16 013 259,00	11 101 748,00	4 911 511,00
DETTE FISCALES ET SOCIALES				
428200	PROVISIONS CONGES PAGES	8 068 883,94	8 059 459,91	9 424,03
428220	PROVISIONS COMMISSIONS	2 632 853,00	2 365 572,00	267 281,00
428230	PROVISIONS BONUS	4 939 833,00	3 535 915,00	1 403 918,00
428240	PROVISIONS RTT	314 543,36	396 989,66	-82 446,30
428400	DETTE PROV PARTICI SAL	7 109 218,00	3 378 541,00	3 730 677,00
428605	PERSONNEL AUTRES CHARGES A PAYER	959 625,00	378 250,00	581 375,00
438200	PROV.CHARGES S/CONGES PAGES	3 790 375,07	3 544 162,02	246 213,05
438240	PROV CHG SOC RTT	147 835,50	174 675,54	-26 840,04
438600	PROV CS/AUTRES REMUNERATION I.F CON	1 474 111,00	675 708,00	798 403,00
438610	ORGANIS SOC AUTRES CHARGES A PAY OR	3 939 286,00	3 467 641,00	471 645,00
438620	PROV CH SOC A PAYER COMMISSIONS	1 237 441,00	1 040 852,00	196 589,00
438630	PROV CH SOC A PAYER BONUS	2 321 721,00	1 555 803,00	765 918,00
448600	CHGES A PAYER TAXE PROF.	542 499,00	445 235,00	97 264,00
448620	CAP TAXE APPRENTISSAGE	33 669,50	-154 101,34	187 770,84
448640	CHARGES A PAYER TAXES VEHICULES	74 675,00	82 284,00	-7 609,00
448650	CAP FORMATION PROFESSIONNELLE	24 439,19	-309 752,66	334 191,85
448660	CHARGES A PAYER TAXES HANDICAPES	175 000,00	375 000,00	-200 000,00
448680	CHARGES A PAYER 1% CONSTRUCTION	557 292,58	541 864,41	15 428,17
448690	CHARGES A PAYER AUTRES TAXES	258 000,00	735 000,00	-477 000,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		38 601 301,14	30 289 098,54	8 312 202,60
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
518600	INTERETS COURUS A PAYER	8 369,00	3 660,00	4 709,00
518610	FRAIS BANCAIRES A PAYER	1 273,00	32 454,00	-31 181,00
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		9 642,00	36 114,00	-26 472,00
TOTAL CHARGES A PAYER		254 182 867,72	212 529 346,25	41 653 521,47

Charges et produits constatés d'avance

Comptes au 31/03/2022

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CCA FGX & AUTRES HORS MARGE	2 717 851,37	11 906 561,38	-9 188 710,01
486100	CCA (TRADING ACTIVITY)	8 604 028,00		8 604 028,00
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		11 321 879,37	11 906 561,38	-584 682,01
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	PCA (MAINTENANCE & TRADE)	-6 018 010,00	-5 274 589,00	-743 421,00
487100	PCA INGENIERIE (SERVICES)	-9 643 336,00	-7 448 425,00	-2 194 911,00
487110	P.C.A. (DISTRIBUTION)	-2 874 610,51	-2 030 416,99	-844 193,52
487120	PCA DISTRIB AUTRES	-2 853 871,00	-1 624 208,00	-1 229 663,00
487200	P.C.A. (AUTRES)	-2 022 095,14	-451 548,70	-1 570 546,44
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-23 411 922,65	-16 829 187,69	-6 582 734,96

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418110	CLIENTS FAE DISTRIB	63 478 884,00	59 913 996,00	3 564 888,00
418115	CLIENTS FAE SERVICES	25 799 986,00	24 555 917,00	1 244 069,00
418120	FAE (SA:S/CLT FINANCÉS & SERV: FAE	14 624 361,00	37 868 591,00	-23 244 230,00
418121	FAE CLT FINANCES SANS RECOURS	28 365 345,00		28 365 345,00
418125	FAE CLTS MAINTENANCE	3 613 326,00	2 881 284,00	732 042,00
418130	CLIENTS FAE FGX (HORS GRP)	129 943,00	169 504,00	-39 561,00
418190	FAE GROUPE	156 434,00	189 476,00	-33 042,00
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		136 168 279,00	125 578 768,00	10 589 511,00
AUTRES CREANCES				
409800	A A R BIDS	300 351,00	280 370,00	19 981,00
409810	A A R PROTECTION STOCKS	12 000,00		12 000,00
409820	A A R REBATES RISTOU/S/ OBJECTIF	8 628 956,00	5 963 029,00	2 665 927,00
409830	AVOIR A RECEVOIR AUTRES (FRAIS)		334 800,00	-334 800,00
438700	ORGANISMES SOCIAUX/PROD A RECEVO	107 199,00	198 755,00	-91 556,00
468700	PRODUITS A RECEVOIR CLI D'EXPLOITAT	651 574,32	1 305 019,32	-653 445,00
TOTAL AUTRES CREANCES		9 700 080,32	8 081 973,32	1 618 107,00
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		145 868 359,32	133 660 741,32	12 207 618,00

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Comptes au 31/03/2022

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	52 940 533	14 067 227	38 873 306
Résultat exceptionnel à court terme	-70 372	-15 322	-55 050
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-7 111 307	-574	-7 110 733
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	45 758 854	14 051 331	31 707 523

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	7 109 218
Autres	1 431 693
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	8 540 911
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-8 540 911

IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	6 671 603			12,94
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote		17		1
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Comptes au 31/03/2022

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		113 382 171
Distributions sur résultats antérieurs		11 857 958
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		101 524 213
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		31 707 523
	SOLDE	31 707 523
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		133 231 736

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.	Val. brute encaiss.	Titres Prêts, avances	Chiffre d'affaires Résultat	Observations
FILIALES (plus de 50%)						
FLOWLINE TECHNOLOGIES 575 allée du Parc - Saint-Priest (69)	1 000 001 9 685 947	100		8 114 818 8 114 818	11 683 229 -508 021	
RIGBY CAPITAL 91 rue Salavador Allende - Nanterre (92)	11 655 650 15 613 944	99,99 3 257 029		10 984 888 10 984 888	78 742 999 2 858 985	
LNA 91 rue Salvador Allende - Nanterre (92)	625 000 -289 701	100		10 940 031	47 478	
RECYCLEA Rue Michel Faye - Domerat (03)	40 000 1 107 617	55 180 000		22 000 22 000	-379 879 14 303 879	
		0,00			554 665	
		0,00				
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
Bestware Algérie	182 000	50		120 008		
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
AUTRES PARTICIPATIONS						
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE	5 000 000	16 914 000			21 914 000
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs		14 864 379			14 864 379
Exercice en cours		1 521 580			1 521 580
TOTAL		16 385 959			16 385 959
VALEUR NETTE	5 000 000	528 041			5 528 041
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs		24 589 582			24 589 582
Exercice en cours		1 797 186			1 797 186
TOTAL		26 386 768			26 386 768
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus		605 583			605 583
A plus d'un an et moins de 5 ans					
A plus de cinq ans					
TOTAL		605 583			605 583
VALEUR RESIDUELLE	5 000 000				5 000 000
Montant pris en charge ds exerc.		1 797 186			1 797 186

SCC FRANCE
Société par actions simplifiée au capital de 86.330.559,82 Euros
Siège social : 96 rue des Trois Fontanot - 92000 Nanterre
424.982.650 RCS Nanterre

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE
DU 30 SEPTEMBRE 2022

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31/03/2022

L'assemblée générale approuve la proposition du Président, et après avoir constaté que les comptes de l'exercice font apparaître un bénéfice 31 707 523,22 euros décide d'affecter et de répartir le résultat de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice 31 707 523,22 euros
- 5% au compte de réserve légale 1 585 376,16 euros
qui passera ainsi de 4 562 533,39 € à 6 147 909,55 €

- Soit un solde de 30 122 147,06 euros
- Augmenté du Report à nouveau antérieur 10 075 881,07 euros

- Soit un bénéfice distribuable de 40 198 028,13 euros
- A la distribution d'un dividende total de 20 000 224,03 euros
soit 2,743 € pour chacune des 6 671 603 actions ordinaires et 100 001 € pour chacune des 17 actions de préférence

- Le solde au compte « Report à nouveau »..... 20 197 804,10 euros

La mise en paiement du dividende sera effectuée à compter du 30 septembre 2022.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du C.G.I., les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le :	Dividendes
31 mars 2019	4 999 994,20 €
31 mars 2020	4 999 994,20 €
31 mars 2021	11 857 957,96 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés ayant le droit de vote.

Certifié conforme


Le Directeur Général